

ASSEMBLEE GENERALE 2024

Réponses du Conseil d'Administration aux questions écrites des actionnaires

À l'occasion d'une assemblée générale, des questions écrites peuvent être adressées à la Société par ses actionnaires, dans les conditions établies par la loi et règlements applicables. Conformément à la législation en vigueur, la Société a choisi de publier sur son site Internet les réponses apportées.

Questions du FIR du 8 mars 2024

Environnement

Question 1

- a) **Pourriez-vous rappeler vos objectifs de décarbonation à horizon court, moyen et long termes sur vos trois *scopes* (en valeur absolue et en intensité) ? Pour chacun de vos objectifs, explicitez les principales actions prévues permettant d'atteindre ces objectifs (merci de préciser le pourcentage de contribution à l'objectif de chaque action).**

Quelle est la part dédiée aux émissions négatives (absorption et stockage...), aux émissions évitées ou encore aux crédits carbone dans votre stratégie (à distinguer de vos objectifs de décarbonation) ? Pour vous aider à répondre, il est possible de remplir le tableau en [Annexe 1](#).

Les objectifs de décarbonation du Groupe, en ligne avec le scénario 1,5° défini par les accords de Paris, reposent sur deux horizons de temps :

- Un objectif court terme à 2030 de réduction des émissions scopes 1 et 2 de -54% en absolu, une réduction des émissions liées à l'agriculture (FLAG, tous scopes) de -30,3% en absolu, et une réduction des émissions scope 3 non FLAG (achat de biens et services, transport amont et distribution) de -25% en absolu par rapport à l'année fiscale de référence 2022 ;
- Un objectif long terme à 2050 de réduction des émissions scopes 1, 2 et 3 non FLAG de -90% en absolu d'ici 2050, ainsi qu'une réduction des émissions liées à l'agriculture (FLAG, tous scopes) de -72% en absolu, par rapport à l'année fiscale de référence 2022 ;
- Le Groupe s'engage dans le même temps à garantir l'absence de déforestation pour toutes les matières premières agricoles ou issues des forêts connues comme pouvant être à risque, d'ici la fin de l'année 2025.

Les leviers de réduction identifiés pour décarboner les catégories citées ci-dessus sont :

- L'agriculture régénératrice, grâce à l'implémentation de systèmes agricoles moins consommateurs d'énergie ou d'engrais de synthèse, plus favorables à la biodiversité et la rétention d'eau, et plus résilients aux aléas climatiques ;
- Le développement de puits de carbone au sein des Terroirs par la mise en place d'actions de restauration ou de conservation d'écosystèmes (type mangroves, forêts), visant également à générer des bénéfices sur la biodiversité ou le cycle de l'eau ;
- La distillation bas carbone, grâce à un mix énergétique renouvelable (électricité verte, biomasse, agrocarburants) et à l'installation de nouvelles technologies le favorisant ;
- Le packaging durable à travers l'allègement de la bouteille, l'augmentation du taux de matière recyclée, l'innovation et l'exploration de nouveaux matériaux ou encore la circularité et le ré-emploi ;
- Le transport via l'optimisation des chargements et des modes de transport ainsi qu'un recours accru aux

énergies vertes (biofuel ou électrification des flottes).

Le dimensionnement de chacun de ces leviers est en cours d'étude par les équipes Climat du Groupe en collaboration avec les filiales et fournisseurs.

- b) **Pourriez-vous associer un montant d'investissement nécessaire à chacune des principales actions déployées sur l'ensemble des trois scopes ? Merci de préciser l'horizon de temps couvert par ces investissements.**

Le plus souvent, l'information attendue ici est différente du montant de CAPEX/OPEX alignés avec la taxonomie européenne qui concerne seulement les investissements dans vos activités durables et non ceux pour l'ensemble de votre plan de décarbonation.

Les investissements nécessaires à la trajectoire climatique du Groupe sont en cours d'évaluation et seront publiés dans notre Document d'Enregistrement Universel de septembre 2025, et ce en ligne avec les exigences de la CSRD.

Les activités éligibles à la Taxonomie verte européenne contribuent à la décarbonation de nos scope 1 et 2. En FY24, le montant des CAPEX investis s'élève à 881 millions d'euros, dont 25,3% éligibles à la Taxonomie verte. Sur ces montants éligibles, 5,7% sont alignés à la taxonomie verte en lien avec des objectifs de Climate Change Mitigation.

- c) **Sur quel(s) scénario(s) de référence votre stratégie de décarbonation est-elle basée (sur les trois scopes) ? Est-elle alignée sur un scénario 1,5 °C ? Est-elle validée par un tiers indépendant (SBTi, ACT- ADEME...) ?**

Merci d'indiquer le nom du ou des scénario(s) et la ou les organisation(s) de référence (par exemple, AIE, GIEC, etc.).

La stratégie Climat Net Zero du Groupe est basée sur la méthodologie des Sciences Based Targets (SBTi) et a été validée en 2024. Elle s'aligne à un scénario 1,5°C.

Question 2

La prise en compte des risques, impacts, dépendances et opportunités liés à la biodiversité dans les activités des entreprises (internes, chaîne d'approvisionnement, produits, services aux clients...) est encore insuffisante. Mais le contexte et les outils (TNFD, SBTN, GRI...) progressent et les pratiques aussi.

Si ce sujet peut apparaître comme peu matériel pour certains secteurs, nous pensons néanmoins qu'il mérite analyse de la part de tous.

- a) **Avez-vous réalisé un travail d'évaluation, de suivi et de réduction de vos dépendances et de vos risques, d'une part, de votre empreinte, d'autre part, mais aussi de vos opportunités (investissement dans des projets à impact net positif sur la nature, services en faveur de la biodiversité, etc.) en lien avec la biodiversité et la nature ?**

Cette évaluation est-elle à jour et couvre-t-elle bien l'ensemble de votre chaîne de valeur (opérations directes, amont et aval) ? Dans le cas où celle-ci ne couvrirait qu'une partie de votre chaîne de valeur, envisagez-vous d'étendre le périmètre de cette évaluation ? Si non, pourquoi ?

En 2023, le Groupe a mené une étude sur la base de scénarios climatiques afin de mieux comprendre l'impact du changement climatique sur ses activités. Pernod Ricard s'est appuyé sur 3 scénarios du GIEC (Representative Concentration Pathways (RCPs)) pour l'évaluation des risques et opportunités physiques et sur 2 scénarios NGFS (Network of Central Banks and Supervisors for Greening the Financial System) pour les

risques et opportunités de transition, selon 3 horizons de temps (2030, 2040 et 2050).

Parmi un univers de 19 risques et opportunités identifiés, 5 clés ont été analysés en détail, dont le risque physique chronique de « pénurie de matières premières agricoles », au travers de 3 sous-risques que sont l'impact :

- Du changement climatique sur l'approvisionnement en matières premières agricoles ;
- Supplémentaire/atténué du changement climatique en fonction des différents niveaux de qualité des sols et de préservation des écosystèmes ; et
- Du changement climatique sur les conflits liés à l'utilisation des ressources.

Par ailleurs, sur les Terroirs, nous disposons d'une analyse macro des risques sur la biodiversité (vulnérabilité des écosystèmes, déforestation, pollution des sols et des eaux et gestion des déchets).

En s'appuyant sur le cadre Science Based Targets for Nature (SBTN), le Groupe a débuté en 2024 un travail d'évaluation des pressions portées envers la nature, comme la consommation d'eau dans des zones en stress hydrique, la pollution des eaux, des sols ou la conversion des terres, mais également de ses vulnérabilités face aux potentielles disruptions de services écosystémiques comme la qualité des eaux ou la santé des sols. L'évaluation a d'abord porté sur les matières premières agricoles puis se poursuit aujourd'hui sur les sites industriels du Groupe détenus en propre ainsi que sur le packaging utilisé pour nos produits.

A l'issue de cette première étape de diagnostic, le Groupe construira des plans de transition combinant, pour chaque localité, les mesures d'atténuation des pressions et d'adaptation nécessaires à la résilience sur le long terme.

- b) **Publiez-vous les résultats de ce travail ? Dans le cas contraire, envisagez-vous de le publier ? Veuillez justifier votre réponse.**

Envisagez-vous de vous appuyer sur des cadres volontaires tels que la TNFD, le SBTN, le GRI101... pour rendre compte des risques et opportunités liés à la nature ?

Les résultats seront publiés à compter de 2025, dans notre Document d'Enregistrement Universel, comme demandé par la CSRD. Il est important de souligner que ces résultats nourrissent la stratégie Climat et Nature du Groupe.

- c) **Publiez-vous ou envisagez-vous de publier des indicateurs quantitatifs pour rendre compte des risques et des opportunités que la biodiversité fait courir ou offre à votre société (valeur des actifs, passifs, revenus et dépenses considérées comme vulnérables aux risques liés à la nature, CAPEX, financements ou investissements consacrés aux opportunités liées à la nature...) ? Si oui, lesquels et vous fixez-vous des objectifs ? Justifiez le choix de ces indicateurs. Si non, pourquoi ?**

Dans l'attente d'un cadre méthodologique robuste concernant la mesure de la biodiversité, le Groupe a rejoint l'Organization for Biodiversity Certificates afin de contribuer à la connaissance en la matière. L'objet de ce programme est de définir une méthode standard d'évaluation d'actions réputées favorables à la biodiversité s'appuyant sur un consensus d'experts.

Question 3

- a) **Quelle est la place de l'économie circulaire dans la stratégie de l'entreprise ?**

Critères à évaluer :

- *Objectifs (quantitatifs, ambitieux, périmètre)*
- *Ambition et qualité de la stratégie*
- *Liens faits avec les autres sujets développement durable (notamment décarbonation et biodiversité)*

La circularité est l'une des priorités de Pernod Ricard, dont les efforts portent particulièrement sur :

- La préservation et la restauration des ressources en eau utilisées pour les activités du Groupe ;
- La conception d'emballages circulaires et l'exploration de modèles de distribution répondant au principe de circularité ; et
- La réduction et la valorisation des déchets du Groupe liés à la production.

Les objectifs suivis dans le cadre de notre « stratégie circularité » sont les suivants :

- Réduire de 20 % l'intensité de la consommation d'eau du Groupe (par unité d'alcool distillé) à horizon 2030 par rapport à l'exercice 2017/18 – progrès en FY24 : -11,8% ;
- Recharger les bassins versants pour les sites de production et co-packers dédiés implantés dans des zones à risque élevé de stress hydrique à horizon 2030 – progrès en FY24 : 73,6% ;
- Atteindre 50 % de contenu recyclé post-consommation (verre) d'ici 2025 – progrès en FY24 : 37 % ;
- Atteindre 25 % de contenu recyclé post-consommation (bouteilles en PET) à horizon 2030 – progrès en FY24 : 20% ;
- Piloter 5 projets de R&D sur les méthodes circulaires de distribution des vins et spiritueux d'ici 2030 – progrès en FY24 : 2 projets ;
- Promouvoir le recyclage dans 9 marchés clés où les taux de recyclage sont faibles d'ici 2030 – progrès en FY24 : 4 projets ;
- Tonnes de déchets en décharge sur les sites de production (objectif de viser zéro de manière continue) à horizon 2030 – progrès en FY24 : 192 tonnes.

Cette stratégie est actuellement en cours de révision dans le cadre de la CSRD.

b) Quels sont les risques identifiés par l'entreprise liés aux ressources, les coûts induits et le montant des CAPEX et OPEX en faveur de l'économie circulaire ?

Critères à évaluer :

- *Identification des risques amont et aval (raréfaction, approvisionnement, difficultés d'accès, gestion des déchets, réglementation, etc.)*
- *Coûts financiers associés*
- *CAPEX et OPEX (en %)*

Les investissements nécessaires à la trajectoire circulaire du Groupe sont en cours d'évaluation et seront publiés dans notre Document d'Enregistrement Universel de septembre 2025 en ligne avec les exigences de la CSRD.

c) Quelles sont les actions clés mises en place par l'entreprise pour circulariser son modèle d'affaires ? Quelle part du chiffre d'affaires cela représente-t-il ?

Critères à évaluer :

- *Intégration des différents piliers de l'économie circulaire (réduction de la consommation de la ressource/sobriété, éco-conception, approvisionnement durable, réemploi, démarche d'écologie industrielle et territoriale, recyclage, etc.)*
- *Passage à l'échelle d'initiatives ou de projets d'économie circulaire*
- *% du CA lié à des offres économie circulaire (ou tout autre indicateur pertinent sur l'économie circulaire)*

- **Actions clés pour la préservation et la restauration des ressources en eau utilisées pour les activités du Groupe :** les actions du Groupe s'inscrivent dans la mise en œuvre de mesures d'économie, de réutilisation et

de recyclage de l'eau.

Pernod Ricard India a mis en œuvre de nombreux projets de protection et de reconstitution des bassins versants, dont plus de 150 ont été menés à bien depuis 2015, par exemple sous forme de bassins avec puits d'injections ou de création de réservoirs.

- Actions clés pour la conception d'emballages circulaires et l'exploration de modèles de distribution répondant au principe de circularité :
 - Pernod Ricard s'engage à faire évoluer son activité vers un modèle de fabrication circulaire qui favorise la réduction, la réutilisation et le recyclage. Une telle évolution réduira les ressources consommées, les déchets produits et, à terme, l'impact environnemental de Pernod Ricard ;
 - Pernod Ricard participe également à des programmes locaux de collecte et de recyclage des emballages dans le but de limiter les déchets finaux ;
 - Les lignes directrices internes sur les emballages et les objets publi-promotionnels durables sous-tendent l'ambition du Groupe et les « design-for-recycling guidelines » (lignes directrices sur la visée de recyclabilité dès la conception) applicables aux emballages et objets publi-promotionnels ;
 - L'extension de la durée de vie des bouteilles est également mise en œuvre pour augmenter la réutilisation des emballages du Groupe ;
Par exemple, en Inde, les bouteilles Imperial Blue et Royal Stag en Inde sont récupérées dans les bars et les restaurants, avant d'être lavées, remplies à nouveau et réutilisées par les consommateurs. Pernod Ricard India s'efforce en permanence d'améliorer ce système et d'accroître le pourcentage de réutilisation ;
 - La mise sur le marché de formats circulaires est un axe soutenu par le Groupe pour la réutilisation des emballages ;
Le Groupe a renforcé son partenariat avec ecoSPIRITS (fournisseur de solutions de distribution circulaire) : d'abord en intégrant une unité de conditionnement ecoPLANT à la distillerie Havana Club de Cuba, puis en signant un accord de licence mondial de cinq ans. Le site cubain anticipe des résultats concrets, notamment au niveau des flux de bouteilles et de la production de déchets de verre, ce qui se traduira par une réduction de 88 % de l'empreinte carbone associée au conditionnement et à la distribution de spiritueux premium, et par une réduction de 99 % des déchets de verre ;
 - Pernod Ricard soutient le développement des filières de recyclage, principalement du verre qui représente 90% du poids total de ses emballages ;
En Europe, le Groupe contribue à hauteur d'environ 12 millions d'euros dans des dispositifs nationaux conçus pour améliorer la collecte et le recyclage des emballages ménagers, dont le verre. Aux États-Unis, le Groupe a rejoint la Glass Recycling Coalition, qui vise à promouvoir des filières de recyclage efficaces et économiquement viables, en impliquant tous les acteurs de la chaîne (producteurs de verre, embouteilleurs, prestataires de recyclage, etc.). Au Brésil, le Groupe a rejoint le projet « Glass is Good », dont le but est d'augmenter le taux de verre recyclé en impliquant tous les acteurs de l'industrie.
- Actions clés pour la réduction et la valorisation des déchets du Groupe liés à la production :
 - Limiter les déchets sur toute la chaîne de production et en fin de vie des produits fait partie intégrante de la démarche d'économie circulaire de Pernod Ricard. La politique du Groupe vise à limiter les déchets alimentaires et à éliminer les déchets en décharge, en garantissant le recyclage de l'ensemble des déchets générés sur les sites industriels ;
 - Dans l'agriculture amont, il s'agit de réutiliser les sous-produits issus de la production alimentaire pour produire de l'alcool, par exemple les brisures de riz en Inde ou la mélasse de canne à sucre à Cuba. Dans les pays développés, où le Groupe se procure la plupart de ses matières premières agricoles, la qualité des infrastructures agricoles et les circuits d'approvisionnement courts permettent d'éviter que les produits

tels que les céréales ne périssent ;

- Enfin, sur les sites de production où la majorité des déchets issus de la transformation des matières premières agricoles (drêches, vinasse et marc de raisin) est recyclée pour l'alimentation animale, la production de biogaz, le compost agricole ou d'autres usages industriels. 80 sites industriels sur 94 ont atteint l'objectif zéro déchet mis en décharge, et 93 % du total des déchets est recyclé. Il s'agit d'une réduction significative par rapport aux 10 253 tonnes de l'exercice 2009/10. C'est le résultat de la politique du Groupe en faveur du zéro déchet mis en décharge dans tous les sites de production.
- Au niveau du consommateur : le gaspillage est très faible, car les vins et spiritueux ont une longue durée de conservation et les emballages du Groupe sont conçus pour durer jusqu'à ce que le produit ait été entièrement consommé.

Question 4

- a) **En France, la loi « Climat et résilience » du 22 août 2021 et l'accord national interprofessionnel (ANI) sur la transition écologique et le dialogue social du 11 avril 2023 ont étendu les prérogatives environnementales du CSE et renforcé le rôle des représentants de proximité. Au cours des douze derniers mois, quelles initiatives sont susceptibles d'illustrer significativement une évolution dans le fonctionnement de ces instances au sein de votre groupe suite à ces dispositions ?**

Chez Pernod Ricard HQ et chez Pernod Ricard France, les équipes RSE présentent aux élus du CSE chaque année les progrès réalisés en matière de RSE et les initiatives clés de la feuille de route afin de leur permettre de développer une meilleure connaissance des sujets.

Dans les projets de transformation des organisations présentés en CSE, il est prévu un volet d'information sur leurs impacts environnementaux.

- b) **Dans le cadre de ces nouvelles prérogatives, la formation et l'expertise des partenaires sociaux sont fondamentales. Avez-vous développé récemment ou avez-vous prévu dans un proche avenir des programmes spécifiquement dédiés aux partenaires sociaux pour renforcer leur expertise en matière environnementale qui aillent au-delà des obligations légales ?**

Pernod Ricard s'attache à intégrer les sujets RSE dans la formation des nouveaux élus. Par exemple, au niveau du siège et de Pernod Ricard France, les équipes RSE présentent aux élus du personnel chaque année les progrès réalisés en matière de RSE et les initiatives clés de la feuille de route afin de développer une meilleure connaissance des sujets.

- c) **Les accords-cadres internationaux sont des dispositifs qui renforcent la qualité des relations sociales au sein d'un groupe. Votre groupe dispose-t-il d'un accord-cadre qui dépasse le périmètre de l'Union européenne ? Si oui, comment y avez-vous intégré la question de la transition écologique et, plus largement, les questions environnementales ? Si non, un tel projet est-il envisagé ? Dans tous les cas, sur vos cinq principaux marchés géographiques en dehors de la France, pouvez-vous lister des initiatives majeures faisant ressortir un renforcement récent de l'implication des partenaires sociaux dans la politique environnementale de l'entreprise ?**

Il n'y a pas d'accords-cadres internationaux sauf l'accord relatif aux modalités de fonctionnement du Comité Européen Pernod Ricard.

L'ensemble des salariés de The Island (y compris les représentants du personnel) ont participé lors du dernier Responsib'all day à une formation sur la RSE (la « fresque Pernod Ricard »).

Question 5

- a) **Pour chacun des cinq derniers exercices, pouvez-vous indiquer, d'une part, le nombre d'actions rachetées (précisez aussi le nombre d'actions en contrats de liquidité) et, d'autre part, le nombre d'actions créées, ainsi que le nombre de titres auto-détenus au début et à la fin de chaque année ? Pour chacun de ces exercices, pouvez-vous ventiler : le nombre d'actions annulées ; le nombre d'actions allouées au titre d'actions de performance (ainsi que le nombre de bénéficiaires et leur proportion par rapport à l'ensemble des salariés du groupe) ; le nombre d'actions distribuées dans le cadre d'opérations d'actionnariat salarié (ainsi que le nombre de salarié.e.s éligibles, le nombre de bénéficiaires effectifs et leurs proportions par rapport à l'ensemble des salariés du groupe) ; autres utilisations (en précisant le détail) ? Pour vous aider à répondre, il est possible de remplir le tableau en Annexe 2.**

Voir Tableau en Annexe 2 : les montants présentés dans cette annexe sont également disponibles dans le

Document Universel de Référence que nous publions chaque année à la suite de l'annonce de nos résultats annuels.

- b) **Dans le cadre des plans d'attribution d'actions de performance, et lorsque cela s'avère pertinent, comment « neutralisez-vous » les effets des titres auto-détenus ou annulés pour le calcul de l'atteinte des objectifs ?**

Pour l'exercice fiscal 2023/24, les objectifs financiers définis pour les plans d'actions de performance sont :

- Pour les cadres occupant des postes de direction :
 - Résultat Opérationnel Courant (ROC) : Moyenne des atteintes annuelles de l'objectif de Résultat Opérationnel Courant (ROC) du Groupe sur 3 exercices consécutifs, retraités des effets de périmètre et de change.
 - Responsabilité Société de l'Entreprise (RSE) : Atteinte des critères carbone, eau, consommation responsable et collaborateurs comme mentionné dans la section 2.6.5 de notre URD sur une période de trois exercices consécutifs (incluant celui au cours duquel les actions ont été attribuées)
- Pour les membres de l'ExCom : plans soumis aux mêmes conditions de performance que le Président-Directeur Général, à savoir :
 - Les deux conditions de performance internes (décrites ci-dessus) et une condition de performance externe, telle que décrite ci-dessous :
 - Total Shareholder Return (TSR) : Positionnement de la performance globale de l'action Pernod Ricard (TSR) comparée à celle du Panel de 12 pairs sur une période de trois ans suivant l'attribution du plan

Le nombre d'actions existantes est sans impact sur ces critères. Il n'y a donc pas de neutralisation des titres autodétenus ou annulés pour le calcul de l'atteinte de ces objectifs.

- c) **Quels montants d'investissements (R&D et capex) avez-vous réalisés au cours des 5 derniers exercices (année par année) ? Quels montants de capital avez-vous rachetés et annulés sur la même période ?**

Voir Tableau en annexe 3 : les montants présentés dans cette annexe sont également disponibles dans le Document Universel de Référence que nous publions chaque année à la suite de l'annonce de nos résultats annuels.

- d) **Pour vous aider à répondre, il est possible de remplir le tableau en Annexe 3. Dans le cadre de l'approche globale du partage de la valeur, dimensionnez-vous le montant alloué aux rachats d'actions au regard du montant des investissements – en particulier ceux dédiés à la transition écologique – effectués par l'entreprise (élément indispensable à la création de valeur et à la pérennité de l'entreprise) ? Si oui, avez-vous des règles en la matière ? Si non explicitiez la raison vous conduisant à ne pas considérer les investissements dans le cadre de la fixation des montants de rachats d'actions ?**

Chez Pernod Ricard, en pratique, les rachats d'actions peuvent avoir 3 vocations : annulation, actionnariat salarié ou actions de performance. De manière globale, pas de politique publique concernant les rachats, étant rappelé que la mise en œuvre du rachat d'actions est la quatrième priorité de notre politique financière rappelée dernièrement lors de l'annonce de nos résultats annuels pour l'exercice 2023/24.

Question 6

- a) **Le salaire décent peut-être défini comme : « La rémunération reçue pour une semaine de travail normale par un travailleur dans un lieu donné, suffisante pour assurer un niveau de vie décent au**

travailleur et à sa famille. Les éléments d'un niveau de vie décent comprennent la nourriture, l'eau, le logement, l'éducation, les soins de santé, le transport, l'habillement et d'autres besoins essentiels, y compris la provision pour les événements imprévus », définition de la coalition Global Living Wage. Le salaire décent est par ailleurs bien distinct du salaire minimum légal local.

Avez-vous adopté une définition du salaire décent telle que celle mentionnée ci-dessus ou équivalent ? Si oui, laquelle ? Avez-vous développé une politique/un engagement sur la question du salaire décent (Engagements publics, accréditation en tant que Living wage Employer...) ?

Veuillez noter que pour les questions restantes, nous recherchons spécifiquement des éléments liés au salaire décent que nous distinguons du salaire minimal légal local. Si vous n'avez pas pris d'engagement jusqu'alors veuillez passer à la question 7.

Conformément à son engagement continu pour assurer que tous ses salariés soient rémunérés équitablement, le Groupe a initié sur l'exercice 2023/2024 une démarche visant à évaluer les éventuels écarts entre la rémunération de ses salariés et le salaire décent.

Une équipe projet a été constituée et une analyse a été lancée afin de nous assurer de répondre aux exigences de la CSRD sur la question du salaire décent à compter de l'exercice 2024/25 et dont les informations seront publiées en septembre 2025 dans notre Document d'Enregistrement Universel.

A noter qu'en parallèle de ces informations, le Groupe:

- A initié un partenariat avec Fair Wage Network pour travailler afin de faire évoluer son approche en matière de salaire décent à travers le Groupe ; et
- Est signataire du Pacte mondial des Nations Unies (UNGC). Cela nous permet de participer à différents webinaires liés aux droits humains, au travail décent et aux salaires et revenus décents dans la chaîne de valeur, ce qui nous aide à enrichir notre compréhension et notre réflexion sur la définition du salaire décent chez Pernod Ricard.

Compte tenu des éléments cités plus haut, nous proposons d'aller directement en question 7.

- b) **Sur la base de votre définition du salaire décent, avez-vous commencé à calculer ce dernier et sur quelles méthodologies vous reposez-vous ? Si oui, dans quelle(s) région(s) et pour quel périmètre (salariés mais aussi les travailleurs indépendants, petits agriculteurs, etc... - ou/et salariés de vos fournisseurs) ? Quelle information publiez-vous à ce sujet ?**

Avez-vous identifié des écarts entre le salaire minimum et le salaire décent ?

En cours d'étude par nos équipes.

- c) **Pouvez-vous décrire les actions prises pour la mise en place d'un salaire décent ? (Ex : développer un management interne au sujet du salaire décent complété par des formations, engager avec les partenaires sociaux et/ou vos fournisseurs, amélioration des pratiques des achats, promouvoir la liberté d'association et la négociation collective...).**

En cours d'étude par nos équipes.

- d) **Comment mesurez-vous la mise en place des salaires décents pour vos salariés et fournisseurs ? Merci de donner le détail de la contribution d'audits externes éventuels dans le suivi.**

En cours d'étude par nos équipes.

- e) **Avez-vous identifié les obstacles susceptibles qui pourraient s’opposer au versement d’un salaire décent à vos salariés et aux salariés de vos fournisseurs (par exemple, dans un pays où les droits et les réglementations en matière de label sont moins stricts) ? Si oui, que faites-vous pour les atténuer ?**

En cours d’étude par nos équipes.

- f) **Question bonus : Communiquez-vous les résultats de vos potentielles études et avez-vous mis en place un outil de lanceur d’alerte pour vos employés et fournisseurs**

Pernod Ricard dispose d'une ligne d'alerte mondiale (Speak Up) accessible à tous ses collaborateurs et parties prenantes (en ce compris ses fournisseurs, donc). Ces derniers peuvent y reporter tout fait potentiellement illégal ou contraire aux principes du Code de Conduite des Affaires du Groupe.

Question 7

- a) **Périmètre France : Combien y-a-t-il de fonds proposés à vos salarié.e.s hors actionnariat salarié dans vos plans d’épargne salariale ? Combien et quels fonds proposés à vos salarié.e.s sont labellisés responsables (merci de mentionner leur nom ainsi que le nom des labels associés) ? Quel est le montant des encours labellisés par fonds ?**
Pouvez-vous également mentionner le montant des encours globaux et le montant des encours hors actionnariat non labellisés ?
Pour vous aider à répondre, il est possible de remplir le tableau en en [Annexe 4](#).

En moyenne, les montants de l’abondement proposés à vos salarié.e.s sur vos fonds labellisés sont-ils plus importants que ceux proposés pour vos autres fonds non labellisés hors actionnariat ?

Voir Annexe 4 pour la liste des fonds.

Hors fonds d’actionnariat, nous ne faisons pas de distinction entre les fonds pour l’application des conditions d’abondement.

- b) **Si certains fonds ne sont pas labélisés mais intègrent des critères ESG, expliquez en quoi ces critères attestent d’une démarche ESG robuste et sélective (merci d’indiquer le taux de sélectivité et/ou la thématique de ces fonds) ?**
- c) **Avez-vous prévu avec les partenaires sociaux de disposer de davantage de fonds labellisés dans les trois années à venir ?**

PERCOL :

A la fin de l'année 2022, dans le cadre d'une revue de la gestion financière de nos dispositifs d'épargne retraite, nous avons intégré deux fonds ISR supplémentaires dans notre Plan d’épargne retraite collectif (PERCOL), pour porter à trois fonds (sur cinq) les options labellisées ISR, plus un fonds solidaire labellisé Finansol. Le 5^{ème} fonds qui est proposé en gestion libre est un fonds monétaire permettant de proposer une option à faible risque pour les collaborateurs approchant de l’âge de la retraite.

Ce projet s'est inscrit dans (i) la transformation de notre PERCO en PERCOL Loi Pacte et (ii) l'objectif que nous nous étions fixé de proposer une gamme plus large d'options d'investissement responsable à nos collaborateurs.

En ce qui concerne la gestion pilotée du PERCOL, deux fonds supplémentaires sont proposés :

- Un fonds en actions labellisé ISR ; et
- Un fonds obligataire, catégorisé SFDR 8.

PEG :

Le Plan d'épargne Groupe (PEG) propose aujourd'hui quatre fonds :

- Un fonds labellisé ISR ;
- Un fonds solidaire obligataire labellisé Finansol ;
- Un fonds monétaire qui propose une option à faible risque aux investisseurs ;

Le FCPE Pernod Ricard Actionnariat, investi en actions de la Société, qui est un élément intégré à notre stratégie de partage de la valeur et qui associe le plus grand nombre de nos collaborateurs(trices) aux performances du Groupe. 80% de nos encours d'épargne salariale en France sont investis dans ce FCPE.

- d) **Comment associez-vous vos partenaires sociaux au choix de fonds responsables (exemples : formations, expert qui s'occupe de l'accompagnement pédagogique des salariés, temps accordé aux partenaires sociaux pour remettre en cause les choix de fonds responsables) ?**

Comment associez-vous vos partenaires sociaux au contrôle de l'engagement responsable des fonds (formation des membres du conseil de surveillance au-delà des 3 jours réglementaires, mise en place d'une commission de l'épargne de l'entreprise...) ?

En 2022, nous avons intégré de nouveaux fonds labellisés dans notre PERCOL. Les CSE des différentes filiales affiliées à notre PERCOL Groupe ont été informés en amont de l'intégration de nouveaux fonds, avec des sessions de présentation et de pédagogie autour de la gestion financière des plans d'épargne. Lors de ces sessions et lors des campagnes de communication auprès des collaborateurs, nous avons mis l'accent sur l'adéquation de ces fonds vis-à-vis de la stratégie RSE du Groupe.

A date, nous étudions l'extension des fonds ISR proposés dans le cadre du PERCOL au PEG avec une phase de pilote dans une de nos filiales, en consultation avec les partenaires sociaux de la filiale concernée.

Question 8

Pour que la responsabilité fiscale de l'entreprise soit en ligne avec la responsabilité sociale de l'entreprise, le Conseil d'administration doit être pleinement impliqué dans les choix construits autour d'un civisme fiscal (alignés sur des principes tels que ceux de l'initiative B Team). Dans cette logique, le FIR s'attend à ce qu'un rapport de responsabilité fiscal public, revu et signé par le Conseil d'administration, détaillé pays par pays, existe, et qu'il soit aligné avec la GRI 207.

- a) **Publiez-vous une charte détaillée décrivant vos engagements en matière de responsabilité fiscale (pratiques fiscales jugées inacceptables, paradis fiscaux) ? A quelle fréquence celle-ci est-elle revue et approuvée par le Conseil ? Comment le Conseil veille-t-il à l'application de cette charte ?**

La politique fiscale du Groupe Pernod Ricard est publiée annuellement dans l'URD, notre Document d'Enregistrement Universel, au sein du chapitre « Sustainability & Responsibility » (à la page 171 de l'URD 2023-2024). Nous y détaillons les principes appliqués en matière de fiscalité dans chacun des pays où le Groupe Pernod Ricard opère : respect des lois et réglementations applicables, conduite intègre des sujets d'ordre fiscal et gestion fiscale à la fois proactive et transparente. Nous y détaillons également les pratiques jugées inacceptables, telles que la participation à des montages fiscaux artificiels ou l'évasion fiscale. Notre politique fiscale implique l'application d'une politique prix de transfert fondée sur le principe de pleine concurrence, une organisation proactive de la fonction fiscale au sein du Groupe Pernod Ricard, et une attitude transparente envers les autorités fiscales.

- b) **Rendez-vous public votre reporting fiscal pays par pays pour l'ensemble des pays d'activités c'est-à-dire allant au-delà des exigences de la directive UE qui se limite à un reporting pour les pays membres de l'UE et les pays figurant sur la liste des juridictions non-coopératives ? Si non, merci de justifier votre choix ? La répartition des impôts pays par pays est-elle débattue par le Conseil ?**

Nous nous conformons aux exigences en vigueur de reporting fiscal pays par pays (CbCR) et nous publions le montant total de la contribution fiscale du Groupe dans l'URD. Avec l'entrée en vigueur imminente des obligations de CbCR public en Europe et en Australie pour l'exercice 2024-2025, nous serons parmi les premiers groupes européens à publier ce rapport.

Notre reporting public répondra aux exigences réglementaires. Nous travaillons à la publication de ce reporting et à la mise en place des outils et processus internes nécessaires. Le Conseil d'Administration jouera un rôle clé dans la revue et la communication de ce rapport.

- c) **Pouvez-vous expliquer votre taux d'imposition effectif pour l'année 2023 ? En quoi celui-ci est-il cohérent avec vos engagements en matière de responsabilité fiscale ?**
Une attention particulière sera portée aux entreprises ayant un taux d'imposition particulièrement bas (égal ou inférieur à 20 %) ou particulièrement élevé (autour de 30 %) ?

Pour l'exercice fiscal 2023-2024, Pernod Ricard a enregistré un taux d'imposition effectif (ETR) de 33 %.

Il est à noter que, le taux d'imposition courant du Groupe (qui exclut les éléments exceptionnels) est de 24 %. Ce taux correspond à la moyenne pondérée des taux d'imposition des pays dans lesquels le Groupe est présent et reflète les législations fiscales de ces pays.

La différence entre le taux courant de 24 % et le taux de 33 % s'explique principalement par un effet exceptionnel lié à la dépréciation d'actifs destinés à la vente. Cette hausse temporaire ne reflète donc

pas le taux normatif du Groupe mais résulte d'un événement financier exceptionnel de l'exercice 2023-2024.

Question 9

L'inscription au registre de transparence de l'Union Européenne et des représentants d'intérêts auprès de la Haute Autorité en France étant obligatoire, le FIR a accès à vos déclarations (moyens humains et financiers, centre d'intérêt).

À travers cette question, nous souhaiterions orienter vos réponses davantage sur les activités d'influence que vous avez menées (siège, filiales, associations professionnelles, ou cabinet de conseil) sur les domaines E S G. Nous souhaitons comprendre comment les activités de représentation d'intérêt sont alignées avec les objectifs de durabilité / comment vos pratiques de représentation d'intérêt s'intègrent-elles dans la stratégie RSE de votre groupe.

- a) **Quelles sont les principales activités d'intérêts (par exemple top 3) que vous priorisez en lien avec vos enjeux matériels ESG ? Pouvez-vous préciser toutes les juridictions où vous exercez ces activités de lobbying ?**

Comme vous l'indiquez fort justement, nous nous conformons scrupuleusement à nos obligations déclaratives sur notre activité et nos dépenses de lobbying, qui sont assurées par nos équipes locales dans les pays concernés (notamment UE, USA, France). Nous avons tenu à systématiquement être mieux disant dans nos déclarations sur la nature de nos activités de lobbying, via une inscription précoce au Registre de Transparence de l'UE (dès 2008) et via un détail particulièrement fourni pour les anciens registres tenus par l'Assemblée Nationale puis le registre de la Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique en France. Cf Fiche Pernod Ricard (hatvp.fr) et Registre des représentants d'intérêts (europa.eu)

Nous sommes en cela cohérents avec l'engagement pris de longue date auprès de Transparency International France, nous avons rejoint le Forum des Entreprises Engagées de TI-F de longue date et sommes signataires des déclarations successives des entreprises engagées sur la transparence des actions de lobbying (2014 et 2019). Leur mise en œuvre s'est faite via nos pratiques déclaratives susmentionnées et la mise en œuvre de notre Code de Conduite des Affaires. Cf Forum des Entreprises Engagées | Transparency International France (transparency-france.org)

Par ailleurs, dans l'esprit de ces engagements, et en complément des déclarations auprès des divers organismes concernés, notre site Internet comporte une explication générale de notre organisation sur les métiers d'affaires publiques, et énumère de manière détaillée les principaux sujets réglementaires sur lesquels nous prenons position, en indiquant quelles sont nos positions. Nos principaux sujets d'intervention portent sur des réglementations affectant directement la production, le marketing et la vente de nos marques. Cf Notre rôle dans la société | Pernod Ricard (pernod-ricard.com). Cela peut inclure des domaines ESG, s'agissant notamment de la consommation d'alcool (santé/social) et de réglementations sur nos méthodes de production (environnemental).

Nos diverses publications concernant les pratiques marketing & de vente de nos produits témoignent du fait que nous plaçons notamment pour le renforcement et la reconnaissance de l'autodiscipline marketing, souvent dans un cadre collectif avec le reste de notre profession. Nous militons aussi pour une charge fiscale sur les boissons alcoolisées qui n'encourage ni la contrebande ni les distorsions de concurrence entre catégories concurrentes. Enfin, nous essayons d'obtenir la reconnaissance de nos efforts en matière de préservation environnementale par les autorités publiques, par exemple sur l'agriculture régénératrice ou encore le recyclage du verre.

- b) **Comment vous assurez-vous de l'alignement entre vos objectifs ESG et les positions des associations professionnelles ? Comment gérez-vous les potentielles divergences ? (Exemples : tentative de réaligement du positionnement des associations avec vos propres objectifs ESG ou réflexions sur la possibilité de quitter une association professionnelle qui ne serait définitivement pas alignée avec votre stratégie ESG). Que publiez-vous à ce sujet sur l'alignement et/ou sur les divergences ?**

Nos associations professionnelles n'interviennent pas de manière exclusive sur les sujets liés aux domaines ESG, mais sur une pléthore de sujets pertinents pour leur périmètre géographique ou thématique concerné. Par exemple, la Scotch Whisky Association intervient sur tous les sujets réglementaires affectant la catégorie du whisky écossais, qu'il s'agisse des conditions du commerce international, du marketing de l'alcool, mais aussi des réglementations relatives au poids des bouteilles ou à leur recyclage.

Nous tâchons naturellement de faire porter nos positions par nos organisations professionnelles. Pour autant que nous en sachions, les positions des organisations professionnelles dont nous sommes adhérents directs et influents ne sont pas en contradiction avec notre propre politique RSE en termes de lobbying.

En revanche, il arrive que notre ambition RSE dépasse celle de la profession dans son ensemble, si bien que des organisations assez larges souscrivent à une politique RSE trop limitée selon nous. Dans ce type de situation, nous sommes amenés à constituer des organisations à l'effectif plus resserré mais dont l'ambition est proche de la nôtre : Pernod Ricard est ainsi adhérent (et actuellement exerce la présidence) de l'International Alliance for Responsible Drinking, qui n'est constituée que d'une douzaine d'entreprises, mais qui permet de formuler des engagements communs sur la consommation responsable d'alcool, s'agissant de nos pratiques d'étiquetage, de marketing digital, de la prévention de la vente à des mineurs d'âge par les canaux physiques et digitaux. Cette organisation ne représente pas l'ensemble des producteurs d'alcool, mais ceux qui sont les plus ambitieux sur la consommation responsable d'alcool, et Pernod Ricard est fier d'y exercer le leadership.

- c) **Quel est le rôle du Conseil d'Administration dans l'application de votre politique de représentation d'intérêts (par exemple : les activités, le budget, les réunions) ?**

Le Conseil d'Administration est régulièrement tenu informé des actions prises en matière de représentation d'intérêts, en fonction des actualités et des nécessités. Il donne les orientations nécessaires à cet égard. A titre d'illustration, le Conseil d'Administration a été saisi à 3 reprises des actions menées sur plusieurs sujets importants de représentation d'intérêt, au cours des 12 derniers mois.

- d) **Formez-vous les personnes en interne ou en externe (e.g., cabinets) au lobbying responsable ? Si oui, quels critères appliquez-vous dans la sélection des cabinets qui vous accompagnent ?**

Toutes nos équipes sont formées au lobbying responsable, dont les principes sont énoncés dans notre Code de Conduite des Affaires. Ce Code donne lieu à une formation obligatoire de tous nos salariés, laquelle comprend un volet sur le lobbying responsable. Nous sélectionnons les cabinets externes qui nous accompagnent en fonction de leur bonne réputation sur le marché, dont le fait de savoir si leurs pratiques de lobbying sont conformes aux exigences de notre Code. Nous ne pouvons pas nous permettre de travailler avec des tiers qui auraient mauvaise réputation liée à des pratiques de lobbying douteuse. Cela aurait un impact négatif sur la qualité du travail que ces cabinets doivent mener pour Pernod Ricard.

Question 10

- a) **Combien d'administrateurs du Conseil disposent de compétence(s) en RSE ? Qui sont-ils et comment ont-ils acquis ces compétences (études, formations, expériences professionnelles) ? Ces compétences sont-elles spécifiques aux enjeux de votre secteur (biodiversité, transition énergétique, social et chaîne de valeur, incidence financière du climat, etc...) ? Publiez-vous une matrice des compétences spécifiques de chaque membre du conseil ?**

Chez Pernod Ricard, le Comité des Nominations et de la Gouvernance s'assure régulièrement de la composition du Conseil et de ses Comités. Ce Comité a notamment pour ambition de trouver la composition la plus appropriée pour Pernod Ricard en proposant des profils divers (en termes d'expériences, d'expertises, de profils notamment).

En 2020, le Conseil d'Administration a également créé un Comité RSE qui a notamment pour mission de revoir la performance de la feuille de route RSE du Groupe tout en suivant les initiatives proposées par les équipes et en s'assurant de la solidité de la politique du Groupe en la matière. Ce Conseil est composé de trois membres dont Patricia Barbizet (Administratrice reconnue et actuellement Présidente de l'AFEP), Namita Shah (ancienne directrice de la RSE chez Total Energies) et Veronica Vargas (Administratrice de Savencia SA et membre du Comité d'investissement d'Africa Conversation & Communities Tourism Fund).

En outre, au sein du Conseil, plusieurs Administrateurs ont également des expertises solides en matière de RSE. C'est ainsi que Patricia Ricard, engagée depuis 30 ans dans la préservation de l'environnement, et actuellement Présidente de l'Institut Océanographique Paul Ricard, fait bénéficier le Conseil de son expertise. C'est également le cas de Max Koeune, actuellement PDG de MacCaine, société dans laquelle l'agriculture et la RSE sont au coeur du modèle d'affaires. C'est enfin le cas de César Giron, qui soutient, avec la filiale du Groupe MMPJ, l'ensemble des initiatives RSE de Pernod Ricard (en promouvant notamment de nombreuses initiatives liées à l'agriculture régénératrice dans nos vignobles).

L'ensemble de ces éléments sont publiés dans notre Document d'Enregistrement Universel qui reprend les biographies et expériences de chacun des Administrateurs et une matrice des compétences publiée en p. 35 du document indiquant que 5 Administrateurs ont une compétence RSE & RH.

- b) **Comment assurez-vous la mise à jour des connaissances des membres du conseil sur les enjeux RSE (processus de formation interne ou externe, interventions d'experts, mises à niveau sur l'actualité réglementaire ou des thématiques clés, etc.) ? À quelle fréquence ?**

Les ordres du jour du Conseil d'Administration contiennent quasi systématiquement des présentations stratégiques dont l'objectif est notamment d'informer ou de former les Administrateurs (sur un projet interne ou sur des thématiques plus larges par exemple). Sur les enjeux RSE plus spécifiquement, les Administrateurs ont notamment participé à une journée entière dédiée à la présentation de sujets très long terme liés au réchauffement climatique et aux impacts potentiels sur l'industrie et les habitudes de consommation anticipées à moyen / long terme.

Cette année, l'ensemble des Administrateurs a en outre suivi une formation sur la CSRD organisée en deux parties dont l'objet portait sur la réglementation en elle-même ainsi que sur le rôle du Conseil et de ses Comités.

Enfin, la Présidente du Comité RSE présente au Conseil tous les sujets qui ont été étudiés au niveau du Comité RSE, l'ensemble des Administrateurs ayant également accès au dossier dudit Comité.

- c) **Comment évaluez-vous la compétence en RSE des administrateurs ? Sur quels critères ? À quelle fréquence ? Cette évaluation est-elle individuelle ou collective ?**

Dans son travail de veille permanente de la composition du Conseil d'Administration, le Comité des Nominations et de la Gouvernance revoit notamment les expériences et expertises de chacun des membres du Conseil ainsi que de tous les profils qui pourraient être anticipés pour compléter la composition du Conseil de Pernod Ricard.

Ces éléments sont également revus lors de l'évaluation du Conseil (annuelle ou formalisée).

- d) **Intégrez-vous une composante RSE dans le cadre des processus de nomination des**

nouveaux administrateurs ?

Comme expliqué ci-dessus, le Comité des Nominations et de la Gouvernance est notamment en charge d'assurer la meilleure composition du Conseil de Pernod Ricard. Leur travail s'attache notamment à assurer une diversité de profils visant à consolider la structure généraliste du Conseil en prenant notamment en compte les aspects RSE mais également la composante direction générale ou financière des profils anticipés.

ANNEXES :

Commentaire Pernod Ricard : la société a complété les informations lorsqu'elles étaient disponibles.

Annexe 1

Question 1 a)

		Objectifs de décarbonation à horizon court terme	Objectifs de décarbonation à horizon moyen terme	Objectifs de décarbonation à horizon long terme
Scope 1	Valeur absolu	54% (Non-FLAG) 30,3% (FLAG)	Objectif non défini	90% (Non Flag), 72% FLAG
	Valeur en intensité	Objectif non défini	Objectif non défini	Objectif non défini
Scope 2	Valeur absolu	54% (Non-FLAG) 30,3% (FLAG)	Objectif non défini	90% (Non Flag), 72% FLAG
	Valeur en intensité	Objectif non défini	Objectif non défini	Objectif non défini
Scope 3	Valeur absolu	25% (Non Flag) 30,3% (FLAG)	Objectif non défini	90% (Non Flag), 72% FLAG
	Valeur en intensité	Objectif non défini	Objectif non défini	Objectif non défini

		Principales actions pour chaque objectif	% de contribution à l'objectif de chaque action
Objectifs de décarbonation à horizon court terme	Scope 1		
	Scope 2		
	Scope 3		

Objectifs de décarbonation à horizon moyen terme	Scope 1		
	Scope 2		
	Scope 3		
Objectifs de décarbonation à horizon long terme	Scope 1		
	Scope 2		
	Scope 3		

La part dédiée aux émissions négatives (absorption et stockage...) :	
La part dédiée aux émissions évitées :	
La part dédiée aux crédits carbone :	

Annexe 2

Question 5

a) Pour chacun des cinq derniers exercices, pouvez-vous indiquer :

	2023	2022	2021	2020	2019
Nombre d'actions rachetées	3 740 560	3 929 205	0	3 545 029	0
Nombre d'actions rachetées en contrats de liquidité ➔ + nombre d'action vendues en contrats de liquidité	Actions achetées 168 916 Actions vendues 168 916	Actions achetées 110 668 Actions vendues 110 668	Actions achetées 475 914 Actions vendues 475 914	Actions achetées 169 158 Actions vendues 169 158	Actions achetées 170 571 Actions vendues 170 571
Nombre d'actions créées	Aucune	Aucune	Aucune	Aucune	Aucune
Nombre d'actions auto-détenus au début de chaque année	979 454	965,483	4 747 588	1 596 503	-
Nombre d'actions auto-détenus à la fin de chaque année	2 363 986	979 454	965,483	4 747 588	1 596 503
Nombre d'actions annulées sur les 24 derniers mois	2 315 622	7 474 237	None	None	None
Actions allouées au titre d'actions de performance					
Nombre d'actions allouées au titre d'actions de performance	281 919	284 951	237 306	270 838	269 474
Nombre de bénéficiaires et proportion par rapport à l'ensemble des salariés du groupe	506	810	777	754	820
	-	-	-	-	-
	2,58%	3,92%	3,98%	4,11%	4,36%
Actions distribuées dans le cadre d'opérations d'actionnariat salarié					

Nombre d'actions distribuées dans le cadre d'opérations d'actionnariat salarié		Enveloppe 550 000 actions			Enveloppe 480 000 actions
Nombre de salariés éligibles / proportion par rapport à l'ensemble des salariés du groupe	-	14 685 - 75%	-	-	14 072 - 75%
Nombre de salariés bénéficiaires / proportion par rapport à l'ensemble des salariés du groupe		6 717 - 34,48%			5 840 - 31,10%
Autres utilisations					

Annexe 3

Question 5

c) Pour chacun des cinq derniers exercices, pouvez-vous indiquer :

	2023	2022	2021	2020	2019
Montant d'investissement R&D					
Montant d'investissement Capex	(702)	(506)	(433)	(365)	(388)
Montant de capital racheté– incluant le Rachat d'actions et la couverture des programmes d'attribution d'actions de performance	3 833 035 actions au cours moyens de 200.13 soit cir.767m d'euros	4 542 388 actions au cours moyens de 190.96 soit cir.867m d'euros	0	0	0
Montant de capital annulé – nombres d'actions annulé sur les 24 derniers mois	2 315 622	7 474 237	None	None	None

Annexe 4

Question 7 a)

Nombre de fonds proposés à vos salariés <u>hors actionnariat salariés</u> dans vos plans d'épargne salariale et retraite	13 (dont 8 en gestion pilotée)
Nombre de fonds proposés à vos salarié.e.s labellisés responsables	7

	Nom du fonds labellisé			Nom du (ou des) label(s) associé(s)	Montant des encours labellisés	Montant de l'abondement dédié
1	IMPACT ISR PERFORMANCE	ISR	25 900 000		0	
2	SELECTION DNCA SERENITE +	ISR	49 000		Pas d'abondement spécifique mais peut être abondé dans le cadre d'un placement PER pour certaines filiales	

3	SELECTION MIROVA ACTIONS INTERNATIONALES	ISR	1 300 000	Pas d'abondement spécifique mais peut être abondé dans le cadre d'un placement PER pour certaines filiales		
4	ALM ACTIONS MONDE ISR	ISR	486 000	0		
5	SELECTION DNCA ACTIONS EURO PME	ISR	128 000	Pas d'abondement spécifique mais peut être abondé dans le cadre d'un placement PER pour certaines filiales		
6	LBPAM VOIE LACTEE			ISR	1 740 000	0
7	AVENIR MIXTE SOLIDAIRE			FINANSOL	24 500 000	0

Montant des encours globaux (y compris l'actionnariat salariés)	388 700 000
Montant des encours hors actionnariat non labellisés	30 800 000